



Archives nationales, politique immobilière, carrière des agents : Audrey Azoulay ou Une démission sociale annoncée

La présence de la Ministre au Comité technique du 28 juin était prévue pour annoncer la fermeture du site des archives nationales de Fontainebleau. Profitant de sa venue, la délégation de la CGT-Culture a interrogé la ministre sur ses priorités en matière de carrières des agents. Devant l'indigence des réponses apportées sur des dossiers pourtant prioritaires, la CGT-Culture a décidé de quitter la séance.

Archives et fermeture de Fontainebleau : la débâcle du service public

Audrey Azoulay a annoncé officiellement la fermeture du site des archives de Fontainebleau. Elle a bien essayé d'esquisser quelques idées sur le devenir des missions des archives mais rien qui puisse constituer l'ossature sérieuse d'une politique archivistique moderne et durable.

Inutile de dire que la décision de fermer le site de Fontainebleau est lourde de conséquences tant pour le service public des archives lui-même que pour les personnels, au nombre de 42, qui sont touchés dans leur travail, dans leurs conditions de travail mais aussi dans leur vie.

Cette décision socialement violente intervient après qu'une foudrude de rapports de l'OPPIC et/ou de cabinets d'experts divers et variés se sont empilés sur le bureau des ministres successifs. Ces rapports souvent contradictoires, peu convaincants et très coûteux pour les finances publiques n'ont toujours pas apporté la preuve des failles structurelles irrémédiables du bâtiment. Va-t-on ainsi démolir cet équipement sans savoir ce qu'il en est vraiment. C'est en tous cas la voie très périlleuse empruntée désormais par la Ministre.

Si nous n'avions pas d'abord et avant tout le souci permanent de la situation des personnels, on pourrait résumer cette mauvaise fable par une sentence sans appel : Tout ça pour ça ! Tant de temps, d'énergie et d'argent perdus !!!

Au-delà de cette forme de gâchis politique et administratif au demeurant bien triste, la situation est sérieuse. Elle est même grave. C'est pourquoi nous allons nous battre comme il se doit aux côtés des personnels des archives.

Politique immobilière, l'autre fiasco

Non contente d'avoir annoncé sans autre forme de procès la fermeture des archives à Fontainebleau et d'avoir ainsi verrouillé à double tour le débat sur une politique contemporaine des archives avant même de l'avoir ouvert, la Ministre a commis l'erreur de lier le destin des archives à celui des implantations immobilières de l'administration centrale à Paris.

Le dossier « politique immobilière » autrement appelé « Camus 2019 » est un dossier instruit à charge de bout en bout et qui pourrait bien finir par achever ce pauvre ministère qui n'avait pas besoin de cela. Pour rappel, il consiste à réduire les implantations des sites de l'administration centrale au nombre de 3 au lieu des 7 existants actuellement avec la fin du bail de la DGCA, la vente des sites de Saint Cyr, de Pyramides et de Richelieu.

A en croire donc nos brillants exégètes de la politique immobilière, il faudrait vendre l'immeuble que nous possédons rue des Pyramides, se lancer à la suite de cette décision absurde dans des travaux pharaoniques, et là aussi très coûteux pour les deniers de l'État, pour faire des bureaux aux... Archives

(encore les Archives, encore le fameux quadrilatère Rohan-Soubise), densifier les Bons Enfants, un peu la rue de Valois mais pas trop quand même, déménager les agents de ci de mi, réorganiser, chambouler encore et encore, faire, défaire, semer au total un joyeux bazar.

On a bien sûr envie de se révolter contre tant d'acharnement technocratique et d'acharnement tout court. On a aussi envie de poser franchement une question directe : à qui donc profite le crime ? A ceux qui en haut lieu, de Bercy ou d'ailleurs veulent à tout prix vendre le patrimoine de l'état, notre bien commun, et en vérité le brader scandaleusement ; aux spéculateurs avides dont la raison sociale consiste à bétonner plus pour gagner plus et à faire la culbute sur le dos de l'état, c'est-à-dire sur notre dos ; à un personnel politique cruellement en manque d'idées et de projets et qui se laisse emporter par la désormais célèbre mais si funeste « dérive gestionnaire ». Et peut-être y a-t-il un peu de tout cela.

Agenda social : pathétique Arlésienne

L'intersyndicale du ministère porte depuis 2012 une plate-forme revendicative qui s'est transformée, faute de réponse du ministère, par deux journées de mobilisation les 31 mars et 23 juin 2016. Ces revendications devraient constituer, normalement, les thèmes et les priorités de l'agenda social-

Lors de ce CTM, nous avons donc demandé à la Ministre des engagements formels, clairs, nets et précis sur quatre points incontournables : le repyramidage de la filière administrative ; la sortie du dérogoire de 7 établissements publics qui le sont à ce jour par décret et de 2 autres par la loi ; le respect scrupuleux de l'accord du 8 juillet 2015 sur la déprécarisation de l'emploi et le retour à la règle ; la mise en place d'une protection sociale complémentaire (mutuelle-prévoyance) digne de ce nom et valable pour tous les agents du ministère sans exclusive ni favoritisme de chapelle mais dans le respect de l'égalité de traitement.

Nous avons insisté pour que la Ministre s'engage-personnellement à ce que ces quatre dossiers a minima, car il y en a bien d'autres qui attendent dans la salle d'attente du dialogue social, aboutissent avant l'échéance de 2017, et que ces chantiers sociaux soient réalisés fin décembre pour être dûment financés.

Pour seule réponse, la Ministre a tenté de renvoyer à un énième calendrier de « discussions » et n'a pris aucun engagement formel. S'il y a bien longtemps que nous ne nous berçons plus d'illusions sur les promesses sociales de ce gouvernement et de ce ministère-là, nous ne pouvons pas accepter que les personnels de la culture, qui sont parmi les moins bien lotis de la Fonction publique, soient ainsi abandonnés à leur sort en rase campagne. Audrey Azoulay va devoir compter avec notre détermination intacte et celle des personnels que nous appelons-à se rassembler et à agir.

Et dites-vous bien Madame la Ministre que vous n'en avez pas fini avec nous ni avec les personnels qui sont l'âme et l'avenir de ce ministère.

Paris, le 13 juillet 2016